REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE L'ALLIER — CIRCONSCRIPTION DE MONTLUÇON



Élections des députés à l'Assemblée Nationale

Henri BOUCHARDON

Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans

Electeurs, Electrices,

Au seuil de la République nouvelle, je viens solliciter vos suffrages.

Le 23 novembre vous accomplirez un acte grave. Votre choix sera décisif pour l'avenir de notre pays et des institutions que 80 % des Français ont approuvées.

Je ne suis pas de ceux que le résultat du référendum ont amené à une conversion tardive. Attaché fermement aux principes républicains et aux libertés démocratiques, j'ai toujours pensé, et dit, que le système de 1946 était la caricature d'un vrai régime républicain.

Sans crainte de soulever les critiques je n'ai cessé de lutter en faveur d'une profonde réforme constitutionnelle. Je n'ai cessé de vouloir une République moderne, respectueuse, efficace, à la hauteur des besoins de notre époque et des aspirations de la France.

DANS UNE REPUBLIQUE PROFONDEMENT RENOVEE,

il est indispensable de poursuivre un triple objectif :

Assurer la liberté des Citoyens et du Pays
contre l'étatisme bureaucratique et contre TOUTES formes de collectivisme.

Rendre l'Etat capable de remplir sa vraie fonction.
Pour conduire notre pays, en pleine évolution, vers sa destinée de grande puissance pacifique.

Ouvrir à la Nation des perspectives d'expansion économique :
Par l'expansion économique,
Par le progrès social,
et surtout la *stabilité* financière.

Nous avons luttée, luttons, lutterons contre l'inflation génératrice de déséquilibre économique et de misère sociale.

Un pays en pleine transformation et en plein rajeunissement exige, sans doute, d'innombrables dépenses. Mais ces dépenses deviendraient mortelles si elles entraînaient l'inflation qui frapperait les plus *modestes* et les entreprises les plus *courageuses*.

UNE NATION NE DOIT PAS CONSOMMER PLUS QU'ELLE NE PRODUIT :

Un Etat ne doit pas dépenser plus qu'il ne reçoit. C'est une **règle impérieuse.**

L'inflation est le pire des impôts, car il frappe aveuglément toutes les classes de la Nation, les producteurs, les salariés et d'abord, les faibles, les vieillards et les retraités.

— D'urgence : simplification de la FISCALITE, taxation au plus près des sources de production, permettant d'envisager dans l'avenir l'impôt sur l'énergie.
— Parfaire la remise en ordre des FINANCES publiques.
— Empêcher que l'on recoure aux EXPEDIENTS de trésorerie.
— Rétablir l'EQUILIBRE du marché intérieur et du marché extérieur.
— Encourager et garantir l'EPARGNE.
— Restaurer et garantir le pouvoir d'achat, détérioré en 1956 et 1957 au grand préjudice des budgets familiaux.
— Sans cesse raffermir la position de la FRANCE.

Tels restent les grands impératifs des indépendants qui misent sur une politique d'expansion.

LA LIBRE ENTREPRISE parce qu'elle fait appel à l'esprit d'initiative et parce qu'elle met à la disposition de tous les ressources de l'épargne, apparaît comme un des principaux facteurs de cette expansion. Commerçants, artisans, membres des professions libérales, entrepreneurs familiaux et exploitants agricoles, tous les hommes de métier qui constituent les classes moyennes, sont l'élément moteur de la production. Ils doivent être protégés, encouragés, défendus.

Nous avons lutté, luttons, lutterons contre l'inflation et l'accès à la propriété.

NOUS CONDAMNONS LA LUTTE DES CLASSES,

qui a pour effet de retrancher les travailleurs de la Communauté Nationale.

Nous voulons un syndicalisme LIBRE, retrouvant sa mission qui est de défendre les intérêts légitimes de tous. A chacun sa juste part des fruits de son travail et de son capital.

L'essor économique est d'intérêt national. Une économie en essor est la condition fondamentale du progrès social qui doit se réaliser :

— Par les conventions collectives librement discutées.
— Par l'arbitrage obligatoire qui évite le recours à la grève.
— Par l'amélioration des conditions de travail.
— Par une politique de plein emploi et l'assurance contre le chômage.
— Par la protection des Anciens Combattants et des catégories sociales les plus défavorisées (vieillards, malades, rentiers viagers, économiquement faibles).

Nous mantiendrons les droits de l'individu en défendant la dignité de la famille.

— Les prestations familiales doivent être alignées sur les charges réelles de la famille qui s'agrandit.
— Une politique de LOGEMENT, aux conceptions simples et hardies, doit garantir le foyer de la vie familiale et assurer l'avenir des jeunes ménages.
— La politique de l'enseignement doit compléter l'action éducatrice de la famille par une formation intellectuelle et technique qui permette à l'enfant de développer ses capacités et à la jeunesse d'assurer sa place et de prendre ses responsabilités.

NOUS CONSERVONS L'EXPLOITATION FAMILIALE AGRICOLE :

L'agriculture française est fondée sur la propriété de l'exploitation. *Fermier, métayers, ouvriers agricoles* sont des candidats à la propriété agricole familiale.

Vouloir faire éclater les exploitations familiales est une erreur énorme au siècle de l'électricité, du transport individuel; en un mot de la DECENTRALISATION généralisée.

— En modernisant l'exploitation familiale par des mesures économiques, techniques et sociales:
— En rétablissant la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques;
— En protégeant le secteur agricole en plein développement et en facilitant les exportations de volailles, bétail, produits du sol...

...nous œuvrerons afin que l'agriculture française obtienne la place qui lui revient dans la vie économique nationale et internationale.

La recherche d'un équilibre harmonieux entre les différentes activités industrielles et agricoles de notre pays suppose un *aménagement des diverses régions naturelles.*

C'est le seul moyen efficace de lutter à la fois contre la concentration des populations; conséquence de l'exode rural, et la centralisation administrative qui étouffe les libertés locales en les privant de leur dynamisme.

Le principe fondamental de ce mode de scrutin exige que l'élu soit à même de connaître parfaitement les problèmes qui se posent dans sa circonscription afin de pouvoir y apporter des solutions réalistes.

C'est dans ce sens que j'ai pris soin de choisir comme suppléant un paysan authentique, de grande compétence et qui, de par sa situation et son entourage saura me conseiller efficacement tout en maintenant la liaison qui doit exister entre les différentes activités de notre circonscription.

Une mise en commun des possibilités financières, techniques et d'intervention, permettrait de faire de cette circonscription un ensemble où chacun aura la possibilité de réaliser *dans le respect de l'autonomie communale* ces objectifs qui devraient être, par exemple:

— La mise à la disposition des maires d'un bureau d'études.
— L'implantation d'industries nouvelles dans le cadre de la décentralisation.
— L'aménagement routier et vicinal.
— La centralisation des démarches auprès des administrations pour les dossiers d'intérêt communal.

En fait, il s'agit d'un groupement de communes aux intérêts communs.

VERS L'EVOLUTION DES PEUPLES D'OUTRE-MER :

Les Indépendants ont toujours affirmé que la France jouait à l'égard des peuples d'Outre-Mer qui lui ont accordé sa confiance, le rôle d'un guide.

Opposés à la constitution de la IVe République, repoussant l'agitation révolutionnaire et la démagogie, nous nous sommes attachés à déterminer les formes politiques efficaces d'un ensemble d'Outre-Mer durable.

Les premiers, les Indépendants ont prévu et établi le cadre d'une communauté où, la France et les peuples d'Outre-Mer, définitivement unis en un destin commun feront valoir leurs droits légitimes respectifs.

Nous voulons que l'Algérie reste française.

Il faut que l'Algérie reste française. Il le faut, pour l'Algérie elle-même, pour la France, pour l'Europe et l'Occident, pour la paix du monde.

Depuis 1954, les Indépendants ont subordonné toute leur politique au maintien de l'Algérie française.

Au cours de la grande crise d'avril-mai, ils n'ont agi que pour sauver l'Algérie. Au plus fort de l'impasse et du désarroi des autorités de la IVe République, les Indépendants tinrent ferme leurs positions.

Les voies sont maintenant ouvertes pour faire prévaloir la nécessaire union entre les diverses populations d'Algérie dans la paix retrouvée.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Attachés aux libertés de l'homme, de la famille, de l'entreprise, contre tous les totalitarismes :

VOTEZ LIBERAL

Partisans de la promotion de tous les producteurs et de tous les travailleurs dans une réelle expansion économique

VOTEZ SOCIAL

Défenseurs d'une France forte au sein de l'Alliance Atlantique et d'une Europe unie

VOTEZ NATIONAL

Pour la République nouvelle qu'il faut construire :

VOTEZ Henri BOUCHARDON

Travailleur indépendant
Moniteur d'Auto-Ecole
30, avenue J.-Guesde, à MONTLUÇON

Candidat du **CENTRE NATIONAL DES INDEPENDANTS ET PAYSANS.**
Soutenu par **LA DEMOCRATIE CHRETIENNE (Président Georges Bidault).**
Soutenu par LE CENTRE REPUBLICAIN (Tendance André MORICE).

Remplaçant éventuel : **Armand MICHARD** Exploitant agricole à Doyet

Vu : LES CANDIDATS.

Société Nouvelle des Imprimeries Mont-Louis et de la Presse reunies, 57, r. Blatin, Clermont-Fd